



# L'essentiel

Ce qu'il faut retenir des services essentiels dans les villes des pays en développement

EAU - ASSAINISSEMENT - DECHETS - VILLES EN DEVELOPPEMENT

N°5 - Mars, avril, mai 2010



## Prendre à bras le corps la gestion des déchets ...

Nous avons lancé le sujet en 2009 avec une conférence en ligne et une rencontre mensuelle à Paris en présence de collègues nigériens... Nous réaffirmons en 2010 notre souhait d'aller plus loin dans la réflexion concernant la gestion des déchets dans les villes du Sud ! Cette newsletter lui est consacrée et sera suivie d'un atelier international pour les jeunes professionnels que nous comptons organiser en juin à Ouagadougou.

Les réseaux et échanges entre acteurs impliqués dans la gestion des déchets urbains au Sud sont encore trop peu nombreux et insuffisants. Projection se veut donc un lieu de partage sur ces thématiques, un créateur de lien, un fédérateur des expériences et des idées. Et pour cela, à vous de jouer !!!

Déjà quelques jeunes professionnels ainsi que Felix Adegnika, expert du domaine, nous livrent leurs visions sur cette filière ou partie de celle-ci dans cette newsletter : réagissez à leurs propos !

Les villes du Sud gèrent-elles mieux leurs déchets ? Les voient-elles comme une fatalité, un problème à organiser ou encore une ressource à valoriser ? Le service public de gestion des déchets est-il plus facile ou plus complexe à gérer que ses pairs ? Que nous apprend-il que nous pourrions exploiter pour les autres services ? Quels sont les enjeux clés de demain pour nous, jeunes professionnels ?

Nous vous invitons à découvrir, dans les pages suivantes, toutes ces problématiques, que nous souhaiterions également aborder avec vous en direct lors de nos rencontres, sur notre site Internet ou par mail... Venez nombreux échanger et débattre !

Nous ne pouvons par ailleurs pas oublier l'actualité dans cette newsletter : il y a quelques semaines, le sol d'Haïti tremblait. Nos pensées vont vers toutes les victimes du séisme, et leurs familles, et tout particulièrement vers Jean-Christophe Fernandes, qui était membre du réseau projection depuis quelques mois. Nous pensons également à tous ceux qui sont impliqués en Haïti aujourd'hui, pour œuvrer en situation de post-urgence ou de reconstruction. Deux jeunes professionnels, qui travaillent à Port-au-Prince, nous apportent leur témoignage dans cette newsletter.

### Sommaire :

- Zoom sur la filière déchets et ses maillons faibles (p. 2-3)
- Zom sur « ZAZOU » (p. 4-5)
- La parole aux juniors: « l'enfouissement des déchets n'est pas une panacée : le problème n'est pas réglé, il est juste 'enterré' ! » (p. 6-7)
- La parole aux seniors: interview de Felix Adegnika (p.8-9)
- Actualité: Haïti (p.10-11)
- Actualités et infos pratiques (p.12)

L'équipe de Projection



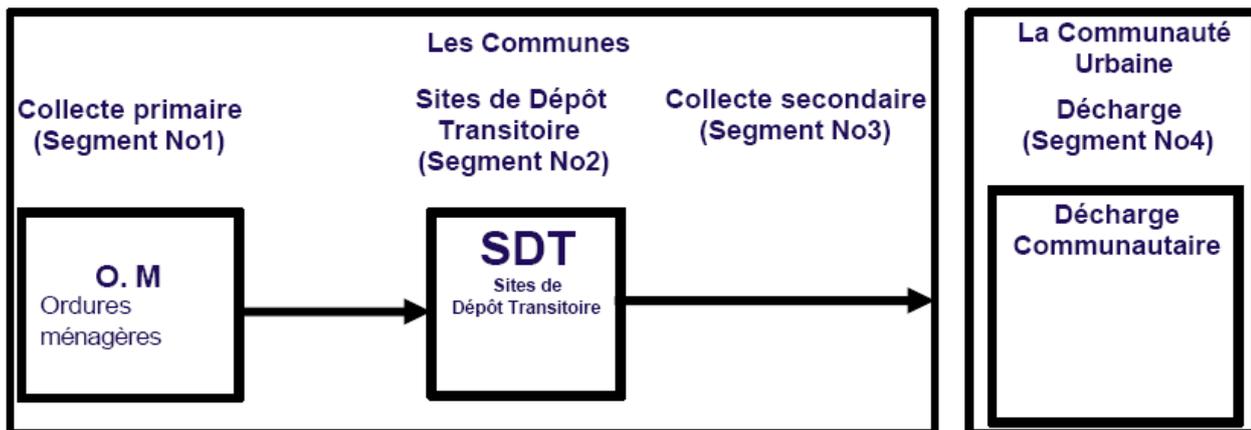
## Zoom sur :

# La filière déchets et ses maillons faibles

### La filière déchets

Marqués par une urbanisation croissante et l'évolution des modes de consommation, les pays en développement connaissent une croissance aiguë des volumes de déchets produits et une évolution de leur composition. Les solutions techniques et organisationnelles doivent donc évoluer en fonction des contextes et des acteurs présents sur ce secteur. Il est communément admis qu'il existe une sorte de chaîne comprenant 4 segments:

- 1- la précollecte ou « collecte primaire », qui s'opère au niveau des quartiers, auprès des ménages,
- 2- le stockage intermédiaire dans des sites de transit,
- 3- la « collecte secondaire », qui s'opère du dépôt de transit à la décharge finale,
- 4- le stockage final dans des sites d'enfouissement ou des décharges sauvages.



Source: Communauté Urbaine de Maradi, Stratégie de gestion des déchets solides de Maradi

### La pré-collecte, favorite de la filière

La grande majorité des projets de gestion des déchets solides ne prennent souvent en compte que le premier maillon de la filière. Il s'agit alors d'organiser, au niveau du quartier, le ramassage des ordures ménagères depuis les foyers jusqu'à un dépôt intermédiaire. Le service rendu étant immédiat, les acteurs privés présents à ce niveau de la filière (groupement, entreprise, ramasseur informel) peinent rarement à se faire payer pour leur prestation. Dans de nombreux contextes, le paiement s'effectue même immédiatement au moment de la collecte dans le foyer.

Résultats plus visibles, plus immédiats, plus concrets : les chances de réussite et l'acceptabilité de tels projets en sont augmentées.



## Mais et après ?

Avec les récentes lois sur la décentralisation en Afrique de l'Ouest, les maillons de la filière compris entre les centres de transit (ou « dépôts intermédiaires ») et la décharge finale, relèvent désormais souvent de la responsabilité des communes. Il s'agit là d'un tout autre niveau, moins visible par les populations mais bien plus coûteux. Et dans un contexte où la gestion des communes souffre souvent d'une mauvaise réputation (corruption, inefficacité, etc.), les taux de recouvrements (redevances ou taxes) sont très faibles, excédant rarement 10%...



Phnom Penh, Cambodge; photo: Experiens

## Et quid du maillon traitement ?

Il est communément admis que le traitement de certains déchets spécifiques récupérables intervient en complément de cette chaîne, comme s'il était en dehors de la filière.

C'est que cette partie de la filière pose la question basique de la définition des déchets :

- Doit-on considérer les déchets comme une ressource, c'est-à-dire comme une marchandise ou comme un produit qu'il faut seulement éliminer ?
- La municipalité doit-elle aider les recycleurs (car ils rendent un service de gestion des déchets et en réduisent la quantité à traiter par la commune) ou les taxer (car ils achètent et revendent des déchets qui sont des marchandises) ?
- Où se situe la frontière entre filière marchande et service public ?

Malgré l'importance d'intégrer le traitement des déchets à la filière, se confrontent ici deux discours et dimensions qu'il n'est pas aisé de réconcilier opérationnellement dans un projet de développement. Plusieurs membres du réseau Projection ont donc décidé d'approfondir la question...

**Projection**

Retrouvez la synthèse de cette conférence électronique sur : [http://www.reseauprojection.org/wiki/index.php?title=Rencontres\\_mensuelles](http://www.reseauprojection.org/wiki/index.php?title=Rencontres_mensuelles)



## Zoom sur :

### « ZAZOU »



Nouakchott, photo: Alicia Tsitsikalis

« Zazou » signifie « sachet plastique » en hassanya, le dialecte mauritanien.

C'est aussi le nom du projet d'assainissement qu'Alicia Tsitsikalis a porté pour le GRET (Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques), à Nouakchott pendant deux ans.

Le projet s'inscrit dans la continuité des dispositifs existants de collecte des ordures ménagères, municipaux et associatifs. Il vise la réduction de la pollution ainsi que la création d'emplois pour les populations défavorisées, grâce à la récupération et à la valorisation des déchets plastiques.

Alicia nous propose ici un « Zoom sur Zazou », dans lequel elle s'interroge sur les jeux d'acteurs et la viabilité à la fois technique et économique de ce type de projets...

Lorsque l'on parle de gestion des déchets dans les pays du sud, on aborde de plus en plus la problématique du recyclage de ces déchets dans une perspective non plus uniquement sanitaire mais également économique (rentabilité supposée) et environnementale.

Au Sud, les filières informelles se structurent. La récupération de certains déchets spécifiques (aluminium, pneu, ferrailles,...) implique des collecteurs (enfants, charretiers, indépendants,...), des grossistes, des artisans, des industriels... Les acteurs se multiplient et s'organisent pour être opérationnels sans pour autant être visibles et régulés institutionnellement.

Dans des contextes urbains de densification, de croissance démographique et d'augmentation des consommations, ces filières constituent, semble-t-il à première vue, des opportunités importantes. Elles permettent de créer des emplois et des revenus, diminuent les coûts de mise en décharge et tout cela en ayant un impact environnemental réel.

Pourtant, il est important de souligner les contraintes et difficultés de renforcement de ces filières. Dans cette optique, à Nouakchott, le GRET et l'ONG italienne LVIA, (Associazione Internazionale di Volontariato Laico) s'appuyant sur des expériences existantes dans la sous-région (Thiès au Sénégal, Ouagadougou au Burkina,...) ont mis en place pendant 3 ans un dispositif pilote de création d'une filière de recyclage de déchets plastiques avec une dimension sociale et communautaire importante : le projet « Zazou ». S'appuyant sur des coopératives féminines actives dans 2 communes pilotes de la capitale (150 000 habitants), le projet a mis en place une collecte sélective auprès des ménages ainsi qu'un centre de traitement technique (tri, broyage, lavage) opérationnel traitant en fin de projet jusqu'à 12 tonnes

par mois de plastique dur. Le modèle économique repose sur ces coopératives, regroupées au sein d'un GIE (Groupement d'Intérêt Economique) autonome (composé de 108 coopératives, regroupant plus de 1000 femmes), qui tire ses revenus exclusivement de la vente du broyat aux industriels locaux de plasturgie. Afin de consolider les débouchés, le projet a également apporté un accompagnement aux industriels, a prospecté de

**« Finalement,  
le recyclage est une  
filiale marchande,  
locale mais inscrite  
dans un marché in-  
ternational, et in-  
fluencée par le cours  
du pétrole et le taux  
de change »**

nouvelles technologies de transformation et a sensibilisé les populations et les autorités au tri sélectif et aux opportunités du recyclage.

Garantir un revenu suffisant aux coopératives suppose de bien réguler les coûts de collecte (achat auprès



des ménages) pour qu'elles ne se fassent pas concurrence entre elles. En outre, il convient aussi de déterminer un "juste prix" qui permette de vendre les déchets à un prix acceptable par les industriels. Ce tiraillement permanent entre approvisionnement, production et débouchés doit être constamment rappelé et compris par tous.

Finalement, il s'agit d'une filière marchande, tributaire de débouchés locaux et inscrite dans un marché international, influencée tant par les cours de la matière plastique vierge (concurrente du recyclât), les cours du pétrole, ou le taux de change. Il apparaît crucial de questionner la dimension marchande et commerciale de cette filière alors qu'elle apparaît complémentaire et reliée si étroitement à la filière de gestion/évacuation « classique » des déchets, compétence municipale publique par excellence. Ce projet interroge donc non seulement les jeux d'acteurs, entre coopératives, communes, opérateur « officiel » de collecte et industriels mais aussi le positionnement de l'opérateur de développement tour à tour partie prenante, intermédiaire, facilitateur et promoteur de la filière, mais défenseur aussi de la dimension sociale de celle-ci. Il interroge l'appropriation technique, économique, sociale et culturelle du recyclage par les populations, les acteurs de la collecte et du traitement et les industriels. Il interroge enfin la viabilité économique de la filière reposant uniquement sur une régulation par le marché ou nécessitant une intervention publique pour garantir les dimensions sociales et environnementales. Autant de questions qui gagneraient à être partagées, discutées, testées, déclinées selon les contextes avec des expériences similaires de la sous-région et d'ailleurs.

**Pour en savoir plus :**

A paraître : Alicia Tsitsikalis, *Filière de recyclage et développement durable, l'émergence d'une « filière sociale » de collecte et de traitement de déchets peut elle contribuer au développement durable dans les villes du Sud ?*

*Capitalisation du projet « Zazou » d'assainissement et de création de revenus dans 2 communes de Nouakchott (Mauritanie) », aux éditions du GRET.*

**Alicia Tsitsikalis**

**Fiche récapitulative du projet « ZAZOU »**

<b>Nom du projet</b>	Projet d'assainissement « ZAZOU » pour la création d'emploi et l'amélioration de l'environnement à Nouakchott grâce à la récupération et à la valorisation des déchets plastiques (Mauritanie)	
<b>Démarrage</b>	1er juin 2006	
<b>Fin</b>	30 novembre 2008 avec avenant jusqu'au 30 juin 2009	
<b>Mise en œuvre</b>	Consortium GRET (chef de file) & LVIA	
<b>Budget</b>	<b>711 864,58 €</b>	
<b>Bailleurs</b>	Union Européenne	74%
	Organisation Internationale de la Francophonie	6%
	Fondation Veolia Environnement	11%
	Fondation Ensemble	6%
	Cofinancements LVIA (Associazione Internazionale di Volontariato Laico)	4%
<b>Partenaires locaux de mise en œuvre :</b>	Ministère chargé auprès du Premier Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, Direction de la Lutte contre les pollutions (MEDD)	
	Communauté Urbaine de Nouakchott (CUN)	
	Mairies de Dar Naim et de Toujounine	
	Coopératives féminines de Dar Naim et Toujounine regroupées dans le Groupement d'Intérêt Economique Zazou	



## La parole aux juniors :



### L'enfouissement des déchets n'est pas une panacée : le problème n'est pas réglé, il est juste 'enterré' !

Jérémie Cave est chercheur au LATTS, le « Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés ». Sa thèse porte sur la construction multi-acteurs de politiques publiques de gestion des déchets dans les villes secondaires de pays émergents, en comparant notamment l'Inde au Brésil.

Il ouvre ici de nouvelles perspectives sur la technique d'enfouissement des déchets solides...

#### Les deux priorités du secteur : collecte universalisée et centre d'enfouissement contrôlé

La question des déchets ménagers urbains dans les villes des pays dits « du Sud » est aujourd'hui mise en avant. D'une part, le développement économique accroît les flux de détritiques. Ensuite, la croissance urbaine amène des populations à s'implanter en lisière de décharges, jadis périphériques. Enfin, la prise de conscience des enjeux environnementaux place les autorités face à l'exigence de trouver des solutions « durables ».

Dans cette optique, et face à l'indigence des dispositifs de gestion des ordures dans la plupart des villes du monde, l'heure est à la matérialisation de préceptes de base : l'universalisation de la collecte et la mise à disposition d'une destination finale sûre. Autrement dit, il s'agit : i) de ramasser les détritiques de l'ensemble de la population urbaine et ii) de construire un centre d'enfouissement contrôlé, afin de supprimer les décharges 'sauvages'. Telle serait, selon la Banque Mondiale notamment(1), la colonne vertébrale d'un système de gestion des déchets responsable.

Qu'est-ce qu'un centre d'enfouissement contrôlé ? Pour faire simple, il s'agit d'un vaste trou creusé dans le sol, tapissé d'une membrane imperméable empêchant les infiltrations, où les ordures sont déversées et ensevelies progressivement. Le méthane que libèrent les ordures est capté par des tuyaux pour éviter l'embranchement. Le « lixiviat » que secrète la matière (organique) lorsqu'elle se dégrade est canalisé pour être traité dans des bassins annexes, puisqu'il a été en contact avec des déchets polluants. L'installation est gérée par un exploitant et l'accès y est contrôlé.

Un tel équipement représente, à l'évidence, un progrès considérable par rapport aux décharges 'sauvages', où n'importe qui vient déverser n'importe quelle substance, dans des endroits (ravins, bords de fleuve, etc.) qui ne sont absolument pas protégés.

Cependant, si les impacts nuisibles sont sévèrement limités, il faut néanmoins avoir à l'esprit qu'il s'agit là d'une mesure de « stockage », et non pas d'« élimination » des déchets. Les détritiques sont jetés dans un trou ; lorsque celui-ci est plein, on le rebouche. Les déchets ne disparaissent pas ; ils s'y dégradent très len-



*Dans les pays du Sud, on enfouit...de l'eau!*



tement. Nous sommes donc loin d'une solution idéale : le problème n'est pas réglé, juste enterré (2).

La solution de l'enfouissement apparaît donc comme un « moindre mal ». Elle est aujourd'hui d'autant plus préconisée que, par le passé, de nombreux projets onéreux d'incinération ont échoué. Et pour cause : les ordures des pays en développement, à forte teneur organique, ne se prêtent guère à la combustion. Toutefois, se prêtent-elles davantage à l'enfouissement ?

En effet, si les déchets ménagers en France ne contiennent aujourd'hui que 30% de matière organique (Ademe, 2007), les rejets des ménages urbains des pays en développement en contiennent une part bien plus importante : parfois plus de 80% (3). Même dans les villes de pays dits « émergents », tels que l'Inde ou le Brésil, la fraction organique des ordures ménagères

(1) WSP (2008) "The bucket at the end of the solid waste management chain", avril, 6p. [www.wsp.org/UserFiles/file/Landfill\\_Print\\_8Oct08.pdf](http://www.wsp.org/UserFiles/file/Landfill_Print_8Oct08.pdf)

(2) A noter que l'incinération n'aboutit pas non plus à « éliminer » les déchets : les flux entrants sont simplement réduits à environ un tiers de leur masse initiale.



oscille entre 50 et 70 % du poids total. Cela signifie que, si ces flux sont collectés et transportés jusqu'à un centre d'enfouissement excentré, on enfouit *in fine* en grande partie... de l'eau ! De fait, le traitement des lixiviats se révèle souvent bien plus considérable que prévu (B. Fouilly, Ademe). En outre, les flux de transports sont importants, car la matière organique ne peut guère être compactée.

Une telle gestion aboutit ainsi à transporter sur de longues distances et à enfouir en grandes quantités de l'humidité, plus ou moins souillée. Dans le même temps, les terres agricoles du monde entier, soumises à des usages intensifs, s'appauvrissent en matière organique. En dépit de l'ajout d'engrais minéraux, les sols voient leurs rendements stagner.

### **Un nouveau rôle pour le centre de stockage : rendre solidaires des dispositifs décentralisés ?**

Ce constat nous amène à décentrer un peu le débat habituel sur la gestion des services urbains. En effet, dans le domaine de l'eau potable, des transports, de l'électricité, c'est le plus souvent le type de gestion qui est discuté : publique ou privée ? L'architecture même du système est rarement questionnée. Or, à l'heure où l'illusion d'étendre le modèle du réseau unitaire universalisé à l'ensemble des populations urbaines vacille, le secteur des déchets apparaît instructif. Ne reposant pas sur des canalisations figées, il est plus à même de s'adapter à la morphologie et à la demande des habitants des villes du Sud.

“ Parmi les services urbains, le secteur des déchets est plus à même de s'adapter à la morphologie et à la demande des habitants des villes du Sud ”

Ainsi, dans un grand nombre de villes indiennes, sont apparus des dispositifs de gestion décentralisée des déchets. Lassés par l'inefficacité du service municipal, les habitants d'un quartier –souvent aisés- s'organisent en interne : ils recrutent des *raggickers* (4) et les embauchent pour collecter leurs déchets quotidiennement. Les ménages et/ou les *raggickers* trient ces déchets. Les matériaux secs, recyclables (verre, métaux, papiers, plastiques) sont revendus à des négociants du secteur informel. Les résidus organiques sont compostés sur place et le compost est utilisé pour l'entretien des espaces verts du quartier. Enfin, les déchets souillés sont placés dans la poubelle communautaire, pour enlèvement par le service municipal ; mais ils ne représentent plus que 30 à 50 % du volume initial. Le fonctionnement du dispositif est financé par un forfait prélevé auprès des habitants et par les recettes de la vente des matériaux secs.

“ Le centre d'enfouissement contrôlé peut prendre un sens nouveau ”

Evidemment, ces solutions de traitement de proximité des déchets ménagers soulèvent, par leurs insuffisances, un certain nombre de défis. Quelle est la pérennité de ces initiatives, une fois que les citoyens les plus impliqués s'en retirent ? Comment financer l'investissement –modeste- de départ ? Comment évaluer l'impact de ces dispositifs s'ils contribuent à laisser les quartiers pauvres moins organisés dans le dénuement le plus complet ? Aussi les dispositifs de gestion décentralisés requièrent-ils des démarches de coordination, de régulation et de pérennisation. Mais c'est là, justement, que le centre d'enfouissement contrôlé peut prendre un sens nouveau : puisqu'il restera toujours une part de résidus souillés, entremêlés, difficiles à valoriser, le stockage centralisé demeure incontournable. Dès lors, il pourrait constituer le socle commun à toutes ces initiatives de traitement de proximité et permettre, par la viabilisation de subventions croisées, le renouvellement de formes urbaines de solidarité dans l'accès à des services essentiels plus autonomes.

**Jérémie Cavé**

(3) Silguy (de) C. (2009) *Histoire des hommes et de leurs ordures : du Moyen Âge à nos jours*, Cherche midi, Paris, Nouvelle éd., p.77.

(4) Chiffonniers, récupérateurs informels de matériaux valorisables parmi les ordures



## La parole aux seniors:

### Réalisé à partir de l'interview de Felix Adegnika



Félix Adégnika est rudologue de formation, c'est-à-dire qu'il étudie les déchets émis par la société, ses modes de consommation et son développement économique et social.

Il occupe actuellement le poste de chargé de programme au Partenariat pour le Développement Municipal (PDM), une association régionale des associations nationales de pouvoirs locaux d'Afrique de l'ouest et du centre.

**P: Selon vous, quels sont les principaux enjeux en matière de gestion des déchets dans les pays en développement et comment ont-ils évolué ?**

F.A: La salubrité et l'esthétique urbaines se sont améliorées dans les villes d'Afrique ces 10 dernières années mais elles restent encore moyennes et même très critiques dans certaines villes. On sait aujourd'hui que la problématique des déchets dans les villes africaines n'est plus tellement d'ordre technique et financier mais essentiellement d'ordre organisationnel et managérial, même si les responsables municipaux justifient souvent leurs difficultés par l'insuffisance des ressources et l'incivisme des populations.

C'est vrai que dans les années 80, les cadres institutionnels et organisationnels de gestion des déchets étaient contre productifs, les mécanismes financiers mis en place inappropriés et les rendements très bas. La mise en œuvre des processus de décentralisation et l'implication des petits opérateurs ont remodelé le paysage institutionnel et organisationnel pour un meilleur service aux populations. Cette amélioration liée au partage des responsabilités technique et financière est pourtant limitée essentiellement par la gouvernance du secteur et une exploitation non optimale des potentialités économiques et sociales des déchets. Alors que les budgets municipaux ont augmenté de plus de 50%, et que les usagers de service public des déchets contribuent maintenant financièrement, les dotations budgétaires pour les déchets n'ont pas suivi cette évolution. Par ailleurs, les conditions de contractualisation du service des déchets avec les opérateurs privés nationaux et internationaux, ainsi que la méconnaissance des flux physiques et financiers réels restent encore de véritables freins au secteur.

**P: Quelles seraient les pistes de solutions ?**

F.A: Pendant longtemps, les villes ont géré les déchets dans l'urgence, sans stratégies, sans plans réalisés de façon concertée avec toutes les parties prenantes. Pendant longtemps aussi, et il faut avoir le courage de le dire, le secteur était considéré par les autorités locales dans plusieurs pays comme devant assurer un retour d'investissements électoraux ou autres.

Pour une meilleure gestion des déchets, il faut que chaque ville se dote d'une stratégie concertée de gestion des déchets et des plans d'actions compatibles avec les ressources humaines, matérielles et financières disponibles ou mobilisables. Cela suppose une meilleure connaissance des flux physique et financier, des potentialités de valorisation et la création d'instances municipales autonomes de gestion du secteur.

**P: Quelle est l'action du PDM en matière de gestion des déchets ?**

F.A: En février 1996, le PDM a réuni à Abidjan des élus locaux africains autour d'experts, de chercheurs et d'opérateurs du secteur pour réfléchir et apporter les solutions aux contraintes du secteur. A l'issue de cette rencontre, les participants ont pris des résolutions et recommandations pour chacune des parties impliquées ou concernées par la gestion des déchets en Afrique. C'est la célèbre "Déclaration d'Abidjan sur la gestion efficiente des déchets en Afrique" qui devrait être la bréviaire de tous les intervenants dans le secteur. Les principes et les axes d'intervention aux niveaux local, national et régional ont été proposés. Un réseau africain des professionnels des déchets a été mis sur pied pour diffuser et capitaliser les acquis de cette rencontre d'Abidjan: « African Waste Net ».

Malheureusement, toutes les parties n'ont pas tenu leurs engagements et on a dû repartir dans les réflexions et actions pilotes afin de fournir plus d'arguments pour impulser un changement de paradigme dans le secteur.

Le PDM et le pS-Eau se sont également lancés en 2000 dans la recherche-action pour identifier les contraintes et opportunités du secteur. Elle a été implémentée dans plus d'une vingtaine de pays d'Afrique avec des retours d'expériences d'Asie et d'Amérique Latine. L'ensemble des résultats très intéressants se trouve dans une publication intitulée "La gestion durable des déchets et de l'assainissement urbains".

Le PDM a continué d'animer le réseau "African Waste Net" structuré dans 12 pays africains pour le renforcer

## Interview de Felix Adegnika (suite et fin)



ment des capacités des acteurs et la capitalisation des expériences. La publication d'une base de données des acteurs et des expériences de gestion des déchets solides en Afrique de l'Ouest et Centrale est disponible.

Actuellement, le PDM appui les villes africaines qui le désirent à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie concertée de gestion des déchets solides. Malgré l'enthousiasme qui a accompagné l'annonce de l'initiative, aucune ville n'en a véritablement fait la demande. Et vous pouvez deviner pourquoi.

**Les déchets sont des ressources. Je parle souvent « d'or dur »...**

### **P: Selon vous, quelle est la place du traitement et de la valorisation dans la filière déchets ?**

F.A: La valorisation et le traitement sont des étapes associées à la filière des déchets notamment aux points de rupture de charge. Cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas importants. Seulement la prise en compte de ces étapes s'est imposée à partir de la conférence de Rio et de l'élévation d'une conscience mondiale pour les préoccupations environnementales.

En Afrique cette préoccupation est moins forte en raison des contraintes locales. Qui dit traitement ou valorisation des déchets, dit tri. Or, c'est le poste le plus cher de la filière après le transport. Les tentatives pour faire le tri à la source ou décentralisé aux points de regroupement des déchets ont peu abouti. Et si on réussit cette étape, il y a encore celle de la qualité et des débouchés des produits finis et il y a peu d'intérêt de la part des usagers et consommateurs.

Que faut-il faire ? C'est ici la place d'une vision, d'une politique nationale. Les états doivent se doter de mécanismes et d'outils de gestion durable de l'environnement et pouvoir mettre les moyens. On doit trouver des mécanismes locaux du type « fonds carbone » pour prendre en charge le coût environnemental de toutes les initiatives de valorisation des déchets.

En raison de la nature et de la composition des ordures ménagères en Afrique et l'accroissement des bilans « matière » et énergétique, les pistes de valorisation des déchets sont à finalités agricoles. Plus de 50% de nos déchets sont putrescibles. La valorisation énergétique pose problème à l'étape actuelle des connaissances en raison de la forte proportion des matières inertes comme le sable, qui peut aller jusqu'à 35% à N'Djamena par exemple. Dans cette ville, la première action serait de savoir comment faire pour laisser le sable sur place. Cela diminuerait les quantités transportées et donc réduirait les coûts de transport mais aussi et surtout stopperait l'érosion.

### **P: Quels seraient les débouchés financiers pour le secteur déchet ?**

F.A: Dans la Déclaration d'Abidjan, il est recommandé que les déchets ne soient plus regardés seulement comme des nuisances mais aussi comme des ressources. Je parle souvent pour ma part « d'or dur »...

C'est justement sur cette question que j'ai entrepris des travaux de recherche dans le cadre d'une thèse de doctorat à l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin sur la nécessité d'un changement de paradigme pour une gestion efficace des déchets. Mon hypothèse de recherche est que si nous donnons une valeur monétaire aux ordures ménagères, nous pouvons maîtriser tous les flux physiques et financiers et valoriser tous les processus de transformation qui leur donnent une valeur ajoutée économique. En effet, avec la croissance économique chinoise, est née une forte demande de métaux. La filière africaine la plus manifeste de cette demande est la récupération des déchets métalliques à qui on a donné une valeur monétaire importante. Vous ne pouvez plus laisser ou abandonner pour une nuit votre véhicule accidenté sans le retrouver décarcassé le lendemain ! Le coût des transactions dépend de la qualité des déchets métalliques.

Appliquées aux ordures ménagères, je pars du constat que les dotations municipales actuelles dans les villes africaines ne permettent pas une collecte dépassant 65% et cela sans traitement ni valorisation. Avec ce travail de recherche, je voudrais démontrer que ces dotations pourraient servir à ramasser la totalité des ordures avec une ristourne aux producteurs tout en effectuant une valorisation décentralisée. Tous les intervenants y trouveraient leur compte.

Les premiers résultats de mes recherches sont encourageants et j'espère les partager avec tous les réseaux du secteur.



## Actualité: Haïti

---

Bruno et Julie connaissent bien Haïti. Bruno y a vécu et y retourne régulièrement. Julie y vit et y travaille. Actuellement sur place, deux mois après la catastrophe, ils racontent un pays qui se relève...



Port-au-Prince après le séisme; photo: Anne-Sophie Arnoux

**« La rupture aurait pu se présenter sous une autre forme, mais elle aurait eu lieu de toute façon, et quelque soit sa nature, elle doit être l'occasion d'un vrai changement ».**

Le séisme du 12 janvier 2010 a détruit une grande partie de la capitale Haïtienne et plusieurs villes de province. La centralisation excessive d'Haïti confère à cette catastrophe, qui a touché de plein fouet sa capitale, une dimension exceptionnelle. C'est tout un pays qui paie aujourd'hui le lourd tribut de la faiblesse de son Etat, de l'absence de planification urbaine de Port au Prince, qui s'est densifiée et étendue de manière largement anarchique depuis une vingtaine d'année. Tous les regards, toutes les générosités, sont aujourd'hui tournés vers Haïti. Pour combien de temps ? L'immense défi de la construction du pays et de son développement durable sera-t-il relevé ?

De nombreuses infrastructures, déjà défailtantes, sont détruites ou considérablement endommagées. Le réseau d'eau potable, archaïque et déjà insuffisant pour alimenter la ville, a beaucoup souffert ; la majorité de l'approvisionnement est aujourd'hui assurée par camions. Des quartiers entiers sont encore plongés dans le noir, deux mois après la catastrophe. La situation de l'assainissement était déjà indescriptible dans de nombreux quartiers. Il est aujourd'hui difficile de fermer les yeux sur le problème, étalé à la vue de tous sur les places publiques qui font office de camps de fortune.

Pourtant, au milieu de tout ça, la vie a rapidement repris le dessus : fatalisme ou force, un mélange des deux sans doute. Quelques jours ont suffi pour que le commerce informel reprenne ses droits dans la ville. Comme avant, on trouve de tout : des spaghettis et des peintures naïves, des plantes vertes et des cigarettes, des fers découpés et des mangues... Sous les tentes, les bâches, les petites maisons, les foyers se sont recréés : on reprend la cuisine et la lessive, les commentaires politiques et les parties de domino, et pour s'assurer de pouvoir continuer à vivre, on se bouscule pour trouver une activité, faire partie des travailleurs employés par les nombreux projets de *Cash for Work*.

Avant le 12 janvier, Haïti était au bord de la rupture : incapable d'offrir à ses habitants des conditions de vie décentes malgré des milliards de dollars d'aide internationale qu'il faut bien avouer peu efficace. La rupture a été déclenchée à 16h53, le mardi 12 janvier 2010, par une violente secousse tellurique dont Haïti portera longtemps les stigmates. Elle aurait pu se présenter sous une autre forme, mais elle aurait eu lieu de toute façon, et quelque soit la nature de cette rupture, elle doit être l'occasion d'un vrai changement, porté par tous, pour tous.

Les enjeux de développement en Haïti sont nombreux, aujourd'hui comme hier. Il faut saisir l'opportunité de conjuguer gestion de crise et changement, financements et réussite, pour créer les conditions d'un développement durable du pays, et soulager la population haïtienne en lui permettant de s'assurer un avenir meilleur, équitable et juste. L'accès aux services essentiels et au logement pour tous sont aujourd'hui des priorités pour l'action. Difficile de dire ce que sera Haïti dans dix ou vingt ans. Haïti est un pays magnifique, et mériterait de créer l'exemple que les catastrophes ne sont pas forcément fatales, et qu'aucun pays n'est « maudit ».

Julie Tipret



Le champ de Mars, Port-au-Prince; photo: Bruno Le Bansais

**« La vie reprend ses droits. Sous tente, on trouve de tout : commerces, cyber cafés, et même des mini cinémas! »**

« A Port-au-Prince la vie a repris une grande partie de ses droits. Je savais déjà que les marchés avaient repris quelques jours après le séisme. Ce sont les banques qui ont rouvert en dernier semble-t-il, et aujourd'hui tout fonctionne à nouveau. Un bon indicateur : les hôtels ont repris leurs tarifs normaux : ils avaient au moins doublé après le séisme. Il faut dire qu'un grand nombre d'entre eux sont tombés, dont le plus grand, et que la ville accueille une sacrée faune de journalistes et d'ONG prêts à aligner (toutes les ONG ne sont cependant pas prêtes à « aligner » : la plupart dorment sous tente et subissent eux-mêmes des épidémies de diarrhée).

L'hôtel où je réside (on va dire pour impératif professionnel) est juste à côté du « Champs de Mars », la grande place de Port-au-Prince. Depuis le séisme cette place est une forêt de tentes, ce qui rend la proximité de l'hôtel encore plus surréaliste. Je me dis que la plupart des clients viennent avec plus de bagage que ce que les réfugiés possèdent au total. Il y a des distributions de nourriture quotidienne à moins de 300 mètres, sous protection de l'armée américaine. Tout cela se fait sagement, ça rigole même un peu dans les files d'attente, mais le nombre de personnes qui en bénéficie est impressionnant, ça bloque les routes. Ceux qui en repartent forment une procession ininterrompue de piétons et de mobylettes.

Avant le séisme le Champs de Mars n'était pas conseillé, je l'aurais longé mais pas traversé. Je craignais vraiment que ce soit encore plus difficile, mais en fait plein de choses se sont organisées spontanément. Il y a des petits commerces, des cyber cafés, même des mini cinés paraît-il, le tout sous tente. Une bonne partie des toiles ont marqué « USAid : from the american people » dessus. Mais il y en a aussi avec « P.R. China », et toute une tripotée de drapeaux.

Je passe mon temps à faire des réunions au siège d'ONGs ou de services de l'Etat. Dans les deux cas on y croise plein d'organisations différentes, et ça ressemble à des ruches où il y a en permanence 5 ou 6 réunions en parallèle. Je ne sais pas ce qui en ressortira exactement de toute cette agitation, mais certaines institutions pourraient s'en trouver renforcées, telles que le service de l'eau et... la police. D'autres ont déjà, techniquement, disparu (par exemple l'institut de statistiques).

J'ai fait plusieurs trajets en voiture dans la ville, et la vision de ces endroits que je connaissais, maintenant effondrés, me fait vraiment quelque chose. Seules les routes ont été pour partie dégagées, et les bâtiments à moitié effondrés n'ont pas été démolis. Donc ils ont gardé leur aspect squelettique, voire apocalyptique. Certains sont encore debout alors que, même sans un séisme, j'aurais parié qu'ils allaient tomber en poussant un peu. Les artistes haïtiens (il y en a toujours eu plein à vendre leurs tableaux dans la rue) se sont approprié de thème et vendent des vues de maisons détruites, ou de villages de tente. Il faut dire que le pays est vraiment traumatisé. Beaucoup de gens dorment encore dehors alors que leur maison est debout. Avoir un toit au-dessus de sa tête est devenu beaucoup moins anodin.

Je reviendrai sans doute de cette mission plus optimiste à mon départ, et je me dis que j'aime ce que je fais, mais quelquefois je préférerais perdre mon boulot pour cause de contraction du marché. »

### Les prochains rendez-vous

#### Rencontre mensuelle d'avril 2010 - « C'est quoi un réseau? » -

De plus en plus d'associations se disent « plate forme d'échange » ou « réseau ». En quoi cela consiste-t-il? Venez y réfléchir avec l'Association De Professionnels- Villes en Développement (ADP) l'Association des Jeunes Experts pour la Coopération Internationale et le Développement (AJECID) et Projection, **la dernière semaine d'avril** (date à préciser).

#### Journée Projection le 27 mai à l'AFD

Événement d'ampleur : Projection organise une journée d'information, de rencontres, d'échanges et de réflexions le 27 mai prochain à l'Agence Française de Développement (AFD) de 8h30 à 18h...

### Atelier international

#### La gestion des déchets dans les villes moyennes d'Afrique de l'Ouest : Un enjeu clé ... y compris pour les jeunes professionnels



Sénégal; photo: Projection

Après avoir dédié une conférence électronique et une rencontre mensuelle à la gestion urbaine des déchets dans les pays en développement, Projection a choisi de s'impliquer plus encore en faveur de la gestion des déchets, et d'en faire le thème central de son prochain **atelier international qui sera**

#### organisé en juin 2010 au Burkina Faso.

Dans le même esprit que l'atelier de Niamey, cette rencontre proposera des activités variées (partage avec des professionnels seniors, échanges de pratiques, visites de terrain, speed networking, etc.).

L'objectif : rassembler les jeunes professionnels du domaine afin d'échanger sur les enjeux auxquels ils sont confrontés et de partager des outils et des expériences innovantes en matière de gestion des déchets.

En parallèle de cet atelier, nous souhaitons également réaliser un **annuaire des acteurs de la gestion urbaine des déchets** afin de faciliter les échanges et la diffusion des connaissances et des expériences dans ce secteur.

Vous êtes professionnels des déchets ?

Alors aidez-nous à collecter les informations, valoriser les expériences, recycler les savoir-faire !

Contactez-nous : [beatrice.tourlonnias@reseauprojection.org](mailto:beatrice.tourlonnias@reseauprojection.org)

#### La journée mondiale de l'eau, c'est tous les jours!

Le 22 mars dernier, nous fêtons, comme chaque année, la journée mondiale de l'eau. C'est important de rappeler que la question de l'accès à l'eau n'est pas résolue, et la journée mondiale de l'eau, instaurée par les Nations Unies en 1993, participe à la nécessaire prise de conscience.

Mais n'oublions pas les 364 autres jours de l'année! C'est en effet au quotidien que Projection incite les jeunes professionnels à se soucier des besoins en eau potable et, ne l'oublions pas, en assainissement des populations qui n'y ont pas encore accès.

**Alors si vous voulez réagir, proposez nous des articles sur ce sujet pour les prochaines newsletters !!!**

Venez nous rejoindre en vous inscrivant sur :

[www.reseauprojection.org](http://www.reseauprojection.org)

Réseau Projection, 18 passage de la Bonne graine  
75 011 Paris - Tel : 09 70 46 77 00